



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

ARRÊTÉ

N° : 2026-0413

Service :
Pôle Ressources

PORTANT AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC BURGER KING (PONT ROUGE) CODE : 969

Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 et R 152-5, notamment son article R 123-48,

VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),

VU le règlement de sécurité annexé à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié

VU l'arrêté du 21 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).

VU l'arrêté du 22 juin 1990 modifié portant approbation des dispositions particulières aux établissements de 5^{ème} catégorie.

VU le procès-verbal de la visite périodique effectuée par la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne **le 3 septembre 2026.**

ARRÊTE

Article 1 :

L'établissement dénommé "**BURGER KING (Pont Rouge)**" sis Quartier Pont Rouge à CARCASSONNE, classé dans la 5^{ème} **catégorie** du **type : N**, dont l'effectif total autorisé est de **189 personnes** (Public : 149 personnes - Personnel : 40 personnes), est autorisé à poursuivre son activité.

La commission de sécurité confirme l'effectif mis à jour dans l'autorisation de Travaux AT 011 069 25 00150 suite à la prise en compte de la mise à jour du calcul d'effectif par l'arrêté du 7 février 2022 pour les établissements recevant du public (ERP) de type N, prenant en premier lieu, par principe, la déclaration contrôlée du maître d'ouvrage ou du chef d'établissement, cet établissement relève désormais des ERP de 5^e catégorie.

Article 2 :

Les prescriptions ci-après devront être réalisées sans délai :

Prescription nouvelle :

1. Former et instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et sur la manipulation des moyens d'extinction (PE 27).

Prescriptions permanentes :

1. Faire procéder, tous les 3 ans ou plus, aux vérifications techniques en cours d'exploitation par des techniciens compétents des installations et équipements techniques (électricité, éclairage, gaz, chauffage, ventilation, moyens de secours...) (PE4§2).
2. Maintenir les issues de secours déverrouillées et dégagées en présence du public (PE11).

Article 3 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au responsable de l'établissement soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 :

MM le Directeur Général des Services de la mairie de CARCASSONNE, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise :

- Au Préfet de l'AUDE
- Au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'AUDE
- Au Secrétariat de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne

Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site de la Ville.

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville,
Le 15 septembre 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20260915-34102-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/09/2026
Publication : 24/09/2026

Le Conseiller Municipal Délégué,
Philippe MARTY

Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.